

1er - 16  
janvier  
2001

n° 147

septième  
année

# CAMBODGE NOUVEAU

Politique · Economie · Finances

Transportation

**DANZAS**  
Logistics  
Worldwide

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh  
Tel / Fax : 023 216 723  
Tel / Fax : 023 362 960

Le procès, enfin ?

**A**vec une remarquable unanimité les 92 députés présents à l'Assemblée le 2 janvier ont adopté le projet de loi sur le procès des khmers rouges.

Tout indique que le Sénat donnera son accord avec la même célérité. Le Conseil constitutionnel fera-t-il des objections à l'originale formule proposée, à ce mélange inédit de juges nationaux et étrangers dans 3 instances, tribunal, cour d'appel, et cour suprême ?

En tous cas, longtemps incertain, le temps est maintenant au procès. Devrait-on dire qu'il est à l'orage ? Non, justement, peut-être est-ce au contraire une certaine assurance que le procès des khmers rouges ne déclencherait pas de tempête, de réactions incontrôlables, qui a finalement décidé les responsables à se lancer dans l'aventure.

On se trouve ainsi dans une situation quasiment idéale : le souhait de la communauté internationale, et particulièrement de l'ONU, se conjugue au souhait des Cambodgiens, à celui de leurs représentants tous partis politiques confondus, et à celui du gouvernement du Cambodge. On s'est enfin mis d'accord sur un mécanisme. Le procès va donc pouvoir commencer, sous la surveillance d'observateurs attentifs et de défenseurs scrupuleux de la Justice, des droits de l'Homme, de la Démocratie. Que voudrait-on de plus ?

Reste à faire fonctionner la machine. Evaluer les responsabilités, établir des preuves sera difficile puisqu'il y a très peu d'ordres écrits.

On pourrait s'aider d'un principe, suggérer Youk Chhang : puisque l'organisation khmère rouge était très structurée, très hiérarchisée, les responsabilités ont été proportionnelles au rang dans la hiérarchie.

Et pourquoi pas des responsabilités proportionnelles au niveau d'instruction des accusés ?  
C.n.

## Le Procès des khmers rouges largement imprévisible On a tout fait pour éviter les risques - la Justice et l'Histoire profiteront-elles du procès ? - Un devoir de morale qui devrait servir l'image du Cambodge

**T**out indique que le procès des khmers rouges est maintenant proche. On va exhumer la boîte et l'ouvrir, et nul ne sait ce qui va en sortir.

Il faut saluer, souligner cet événement considérable. Le procès représente un considérable effort des Cambodgiens sur eux-mêmes. Accepter de laver du linge aussi sale en public, accepter la participation d'étrangers à la lessive, cela ne va pas de soi.

Mais le gouvernement avait bien d'autres raisons, solidement motivées, d'être circonspect. Rappelons les éléments du débat, bien souvent traités dans *Cambodge Nouveau*.

### Une affaire cambodgienne

Le gouvernement a invoqué la souveraineté nationale : les faits ayant eu lieu au Cambodge, les coupables et les victimes étant cambodgiens, que viendraient faire des étrangers dans cette affaire ?

Qui plus est, appartient-il bien aux étrangers de réclamer le châtement des khmers rouges, alors que ces khmers rouges ils ont eux-mêmes largement contribué à les créer, alors qu'ils les ont assistés et continués à les aider au-delà de toute décence ?

Appartient-il vraiment à l'ONU si longtemps aveugle, si maladroite qu'elle a, aux temps de l'APRONUC, permis aux khmers rouges d'étendre leur territoire et d'augmenter leurs prétentions, d'exiger leur procès ? De l'exiger d'un gouvernement qui, lui, les a combattus sans

interruption depuis 1978 et qui les a finalement, lui seul, disloqués et rendus à merci ?

### risquer de casser la jarre ?

Plus graves que ces questions d'amour-propre se posait un problème de sécurité. Ce procès que personne ne comprend bien, que personne ne mesure exactement, risque de réveiller non seulement des souf-

tenu, si maintenant les vainqueurs entreprennent de juger les vaincus, les ralliés, devenus partenaires, n'est-ce pas stupidement découper ce qui a été difficilement cousu, briser une porcelaine fraîchement recollée ?

"Des querelles du passé il faut organiser l'oubli" : c'est le bon sens, après un tel chaos.

### de déclencher l'incendie ?

On a pu aussi se demander si certains anciens responsables khmers rouges n'avaient pas encore du côté de Pailir des partisans capables de se rassembler et de nuire, si un procès ne déclencherait pas une rébellion.

Si finalement les choses se passaient mal, si le procès déclençait des troubles, c'est bien le gouvernement qui en aurait la charge et la responsabilité, et non l'ONU, qui de New York pousse bravement au procès.

Il appartient à un gouvernement responsable de mesurer soigneusement ces risques.

### de fâcher la Chine ?

Politique intérieure mise à part, on a pu se demander encore s'il était opportun de risquer d'offenser la Chine (surtout), le Vietnam, la Thaïlande, avec un procès qui ne manquera pas de rappeler leurs assistances aux khmers rouges, alors que l'intérêt du Cambodge est évidemment de se réconcilier avec tous ses voisins, et non de leur reprocher de vieilles histoires.

(suite page 2)

### Procès :

- approche prudente
- résultats incertains
- Mais un devoir de morale

frances, de raviver des plaies mal (ou pas) cicatrisées, mais de créer de terribles inquiétudes. On a, nous dit le directeur du Centre de Documentation Youk Chhang, répertorié 20 000 charniers. Cela fait beaucoup de coupables éventuels.

Pour satisfaire une opinion internationale vague et irresponsable, est-il vraiment opportun (et d'ailleurs est-ce matériellement possible ?) de rechercher des suspects, de secouer une population redevenue paisible ?

N'est-il pas plus important de dépenser le temps et les moyens dont on dispose à améliorer le niveau de vie des villageois, qui d'ailleurs, pour leur part ne réclament pas le procès des khmers rouges - en tous cas pas les 55 % de la population qui ont moins de 20 ans ?

On a eu assez de peine, depuis 7 ans, à amener les camps ennemis à se réconcilier. Ce résultat enfin ob-

### A l'intérieur

Procès : tenants et aboutissants

Youk Chhang : à propos du procès pp. 1 - 2 - 3

Banques : une bonne secousse pp. 4 - 5

Routes : la première année du plan p. 6

Bassac et Chruy Changwar p. 7

M. Marty : légumes et maïs p. 7

Médias p. 8

(suite de la page 1)

Le gouvernement donc, malgré sa volonté maintes fois réitérée d'aller au procès, avait de fortes raisons d'hésiter.

### Le besoin de justice

Cependant, au regard de toutes ces bonnes raisons, au-delà du raisonnable, le besoin de justice est le plus fort - c'est le thème déjà d'*Antigone*.

Laisser impunis de tels crimes comme s'ils étaient sans importance, comme s'ils étaient indifférents, laisser l'oubli gagner, serait resté comme un abcès dans l'histoire du Cambodge.

Comme les rescapés doivent aux disparus, aux massacrés, la mémoire, un Etat doit à ses citoyens d'au moins essayer de rendre la justice.

### l'intérêt du gouvernement

D'un autre côté, il est de l'intérêt du Gouvernement qu'il y ait un procès : les critiques de Huh Sen, qui le soupçonnent de vouloir couvrir les hauts responsables khmers rouges, ne l'ont manifestement pas compris. A la différence des Cambodgiens qui dans leur majorité n'en auraient pas voulu au gouvernement d'éviter le procès, parce qu'ils ne se font pas une idée nette de ce qu'un gouvernement leur doit, la communauté internationale, elle, lui aurait reproché indéfiniment de vouloir protéger des comparses.

Le procès montre que le gouvernement n'a pas peur d'ouvrir ce sinistre dossier, il démontre qu'il n'a passé aucun pacte secret avec certains responsables khmers rouges en échange de leur reddition, surtout il permettra au gouvernement de se démarquer nettement de ces responsables, de tracer aux yeux d'une opinion interna-

## bientôt le procès

tionale assez myope, qui a besoin de schémas simples, une ligne nette entre un camp, celui des justes qui veulent la justice, et l'autre, celui des coupables.

### ... et celui du Cambodge

Le procès, même s'il n'est pas très performant, aura une forte charge symbolique. Pour l'opinion en général, pour l'image du Cambodge, pour la mémoire, pour l'histoire, il est important qu'il ait lieu.

Le Cambodge, si le procès est crédible, sortira plus fort de cette pénible lessive. Il pourra écrire son histoire sur une page neuve.

### Itinéraire déminé ?

Si l'on va finalement au procès, c'est aussi que l'on a beaucoup fait pour désamorcer la bombe, pour déminer l'itinéraire et, si l'on ne peut pas le "circonscrire" d'avance, au moins le jaloner autant que possible.

On s'est battu autant qu'il a été possible pour la souveraineté du Cambodge : les juges Cambodgiens sont majoritaires dans les 3 instances : Tribunal, Cour d'Appel, Cour Suprême (ce qui ne leur donne nullement le droit de trancher seuls).

De longues tergiversations ont donné un répit aux suspects. On a prolongé autant que possible la tranquillité de leurs jours.

On a bien dit surtout que l'on s'en tiendrait aux grands responsables restants, c'est à dire qu'en principe on ne poursuivra pas tous les innombrables exécutants (ou exécuteurs), tous les sous-ordres, les sous-Douch, qui se sont depuis 20 ans - comme c'était le cas du directeur de Tuol Sleng - fon-

du dans le paysage.

D'autre part on s'en tiendra à la période khmer rouge avril 1975 - janvier 1979, ce qui écarte en principe du sujet pour la période précédente la politique du gouvernement, le rôle du Vietnam et celui des Etats-Unis (les bombardements américains), et pour la période postérieure l'aide chinoise, et l'aide thaïlandaise, et l'aide américaine aux khmers rouges.

On a aussi noué de bonnes relations avec la Chine et, le temps passant, on peut espérer que les intérêts économiques (et stratégiques ?) de la Chine l'emporteront à ses yeux sur les propos discourtois, voire accusateurs, en somme les forts coups de pied que pourrait lui valoir le procès. Il sera d'ailleurs facile à la Chine de dire, si elle est mise en cause, qu'elle ne savait rien des massacres, que son aide à l'Angkar a été technique, et destinée à aider des patriotes à défendre leur pays contre l'ennemi vietnamien, qu'elle ne s'est pas mêlée, selon sa tradition, des affaires de politique intérieure d'un pays étranger, sinon par quelques conseils de modération donnés par Chou En Lai.

### l'Histoire et la Justice

Malgré toutes ces précautions, on ne peut pas prévoir ce que sera le procès, c'est ce qui fait son intérêt. Tout dépend des procureurs. S'ils s'en tiennent aux quelques grands responsables encore en vie, on risque d'avoir des personnages aussi falôts que possible, jouant l'ignorance et l'oubli des faits, transférant les responsabilités sur les exécutants,

et que l'on condamnera à la prison dans l'indifférence générale.

S'ils descendent dans la hiérarchie des responsabilités, les procureurs entreprendront-ils d'énormes enquêtes, qui pourraient durer des années, puisque les documents se comptent par dizaines de milliers, sans compter les témoignages nouveaux ?

De toutes façons, il est évident qu'un nombre infini de forfaits, de zèles bestiaux resteront impunis.

Ainsi la Justice risque fort de n'être que très imparfaitement servie et le procès d'apparaître comme gesticulations et simagrées dérisoires face aux horreurs passées.

Pour l'Histoire, on risque d'être déçu aussi. Il y a très peu de chances pour que ce procès permette d'éclairer de façon objective et sûre, mieux qu'on ne le sait déjà, les rôles et les responsabilités respectifs des dirigeants de l'Angkar, et celui des puissances étrangères. La Chine ouvrira-t-elle ses archives ? Le Vietnam les siennes ? N'y comptons pas ! Ce n'est pas grave. L'Histoire peut attendre. On peut parier que dans les décennies qui viennent on continuera à trouver des documents, à les répertorier, à les analyser, à travailler sur le comment, le qui et le pourquoi.

### Prendre de la distance

Le plus important peut-être est-il en définitive que ce procès permettra aux Cambodgiens de prendre les mesures de la bête, et de s'en distancier.

Et puis avec ce procès, s'il est crédible, les Cambodgiens et la communauté internationale pourront estimer que du moins, même imparfaitement, ils ont fait ce qu'ils ont pu, c'est beaucoup. C.n.

## A PROPOS ...

### Procès en vue

Le projet de loi sur le procès des Khmers rouges a été adopté le 2 janvier après un vote favorable à l'unanimité des 92 députés présents, et seulement 2 séances de débats.

Le projet en 48 articles doit être maintenant examiné par les sénateurs, puis par le Conseil Constitutionnel. Le Roi aura enfin à donner son approbation.

L'ONU de son côté vérifie que les dispositions sont conformes

à ce qui a été convenu.

Le procès aura lieu dans la salle Chaktomuk.

### Procès : route déminée

La fusillade déclenchée le 25 novembre par les "Freedom Fighters" (CFF) a permis au ministère de l'Intérieur d'évaluer la gravité de l'abcès. Les CFF avaient-ils des partisans chez d'anciens khmers rouges ? Dans certains milieux militaires ? Dans certains milieux Funcinpec où l'on n'approuve pas la formule "gou-

vernement de coalition" ? Quelle était leur audience réelle ? Et potentielle ? On a arrêté, et vérifié.

Il est possible que le gouvernement ait voulu, avant de déclencher l'imprévisible procès des khmers rouges, réaliser ce sondage, évaluer la possibilité d'une coalition d'opposants, les risques d'explosion.

Ayant constaté que ces risques sont faibles (ou nuls ?), le gouvernement a donné le feu vert pour le procès. La route est déminée, on peut y aller !

### Démineurs : réembauche

Plus de 1600 des 1937 démineurs licenciés en novembre (cn 143) vont être réembauchés par le CMAC, grâce au financement reçu de bailleurs de fonds : Australie, France, ...

### France : deux conventions

La France finance deux routes d'accès à la Cité touristique de Siem Reap / Angkor, et apporte un concours au Ministère du Développement Rural, pour un total de 4,3 millions de dollars.

## YOUK CHHANG : directeur du Centre de Documentation du Cambodge à propos du procès des khmers rouges

**L**a décision de l'Assemblée nationale, à l'unanimité des 92 présents, en faveur du projet de loi sur le jugement des khmers rouges correspond à une position sincère des députés. Même si certains pouvaient être partagés, même si des influences ont pu jouer, c'est leur cœur qui a parlé en définitive, car tous ont souffert des khmers rouges. Même ceux qui étaient absents lors du vote (leur nombre a été dans les proportions habituelles) ont eu leurs raisons. Chacun des députés a sa conscience propre et ses motivations politiques, qu'il faut respecter. Ils ont été libres de leur choix, la minorité a eu la possibilité de s'exprimer, les règles de la démocratie ont été respectées : le vote du 2 janvier est un grand succès, il faut s'en réjouir et féliciter les députés de leur attitude.

**Fuites ?** Y a-t-il un risque que des suspects essaient d'échapper à la justice ? S'enfuient ? Je ne crois pas. Il n'y a pas d'endroit où se cacher.

**Le cas Ieng Sary :** on ne peut pas prévoir ce que la cour décidera à son sujet [Ieng

Sary, l'un des principaux collaborateurs de Pol Pot, a été jugé en 1979, condamné à mort par contumace, et grâcié par le Roi]. Il vit actuellement en liberté à Phnom Penh, et à mon avis il a trop de liberté. Sur son rôle exact pendant la période khmers rouges, sur ses relations avec la Chine, on manque de documents. On sait qu'il a eu des rencontres avec les ministères des Affaires étrangères, de l'Industrie, ... mais on n'a pas la preuve qu'il ait géré un financement chinois. Les Chinois ont envoyé des conseillers, ils ont fourni de la formation politique, mais on n'a pas de documents précis sur le montant des aides financières, sur les équipements fournis. En tous cas, Ieng Sary était le numéro 3 du régime, et qu'il ait été souvent en Chine ne diminue en rien ses responsabilités. Le numéro 2 était Nuon Chea [sur Nuon Chea, qui s'est rendu avec Khieu Samphan en décembre 1998 *cn 106*].

**Hierarchie :** le comité central du CPK comptait 20 membres, dont on a la liste. Sur ces 20, 9 formaient "le centre" : Pol Pot, Nuon Chea, Ieng Sary, Vorn Vet, Mok, Son Sen, Ieng Thirith (épouse de Ieng Sary), Yun Yat (épouse de Son Sen), Ke Pauk.

Sur ces 20, 6 sont encore en vie : Nuon Chea, Ieng Sary, Mok, Khieu Samphan, Ieng Thirith, Ke Pauk (voir encadré). On peut ajouter Douch, qui ne faisait pas partie du groupe des hauts dirigeants; chef du service de sécurité du CC; ancien directeur de Tuol Sleng, où furent torturés et exécutés environ 20 000 personnes.

On peut penser que les juristes vont particulièrement s'occuper des cas de ces hauts responsables, mais on ne peut d'aucune façon prévoir qu'ils se limiteront à ceux-là, ni combien de gens seront considérés comme suspects et traduits devant le tribunal.

Sur ces 7 encore vivants, seulement deux, soit bien connus pour être impliqués dans des exécutions : Nuon Chea et Douch. Il y a des preuves évidentes – même pour les non-juristes. Pour les autres, il appartiendra aux juristes d'instruire les cas, de rassembler les preuves. Le Centre de Documentation que je dirige possède quantité de documents, d'informations de toutes sortes, mais c'est aux

juristes qu'il appartient d'utiliser cette documentation. Pour Pol Pot par exemple, nous n'

avons aucun document écrit de sa main, pas même une signature. Mais d'autres documents peuvent servir de preuves : on a quantité de photos, on a des compte-rendus de réunions. Il y a beaucoup de matière à utiliser pour les juristes.

**Auto-destruction :** sur les 14 hauts responsables khmers rouges qui sont morts, 10 ont été exécutés sur ordres; 5 lors des "purges" de 1978. Presque tous étaient chargés de régions. So Phim (région Est) s'est suicidé en juin 78.

**Sur l'influence de la Chine :** si l'on considère l'idéologie, elle a des sources multiples : la Chine mais aussi la France, le Vietnam, la Thaïlande, les pays de l'Europe de l'Est. L'idéologie des khmers rouges était faite de tous ces éléments parce que ses membres avaient eu des formations diverses. Chacun avait sa façon de copier ses propres sources. Il n'existe pas de document définissant l'idéologie khmère rouge. On a des discours, pas de texte fondamental. Mais on peut dire que les premiers documents, ce sont les morts de la période khmère rouge, il y en a 1 700 000.

### Les six membres du Comité permanent du Comité central du PCK encore en vie

- **Nuon Chea**, né en 1927, n° 2, secrétaire général du CPK, président de l'Assemblée populaire du KD. Concepteur et théoricien. Réputation de grande brutalité.

- **Ieng Sary, "Van"**, né en 1930, n° 3, beau-frère de Pol Pot, Premier ministre adjoint; ministre des Affaires étrangères du KD (rel. avec la Chine) 1975-79; condamné à mort au procès d'août 1979 (*cn 127*).

- **Mok** zone sud-ouest; chef des forces armées. Réputation de grande brutalité.

- **Khieu Samphan, "Hem"** né en 1931, Dr en sciences économiques; commandant en chef des forces armées du FUNK (anti Long Nol) de 70 à 75. Chef de l'Etat du KD d'avril 76 à janvier 79.

- **Ieng Thirith, "Phea"**, épouse de Ieng Sary; vice-ministre de l'Education et de la Jeunesse 70-76, ministre des Affaires sociales du KD.

- **Ke Pauk**, né en 1934, chef de la zone nord-ouest; réputation de grande brutalité; adjoint de Mok (massacres de Oudong) et de Son Sen (repression de la zone est).

D'après R. Jennar Les Clés du Cambodge

**Le Centre de Documentation sur le Cambodge**, créé en janvier 1995 comme bureau local du programme CGP de l'Université américaine de Yale, devenu un Institut autonome en janvier 1997, entièrement géré par des Cambodgiens, travaille à reconstruire l'histoire moderne du Cambodge.

Depuis 5 ans, il a enregistré environ 155 000 pages de documents khmers rouges et plus de 6000 photos. Tout cela est catalogué, informatisé, rendu utilisable par les chercheurs grâce à 50 "entrées" (noms propres, dates, lieux, etc ...).

Le Centre possède encore plus de 30 000 photos et plus de 400 000 pages de documents qui restent à cataloguer, sans compter un large éventail d'autres sortes de documents, ni tous ceux qui continuent à s'y ajouter.

Il faut rappeler que le Centre est ouvert à tous les chercheurs, aux juristes, aussi bien aux accusateurs qu'aux avocats. Son rôle n'est pas de tirer des conclusions, mais de rechercher et de mettre à disposition des documents de première main, de servir l'histoire et la justice.

Il devrait être une source majeure d'informations – mais non la seule – pour le procès qui va s'ouvrir.

### A PROPOS ...

#### Troisième Forum

Le troisième forum Gouvernement – entreprises aura lieu la première semaine du mois de février.

#### Pas de taxe foncière

Annonçant le 16 décembre une hausse des salaires de 10 % pour les fonctionnaires et personnels de l'armée et de la police, le Premier ministre a réaffirmé qu'il restait opposé à taxer la propriété foncière au Cambodge; c'est de cette façon

que le gouvernement aide les paysans

#### Novembre : simple show ?

Une explication possible des fusillades de novembre les CFF cherchaient des "sponsors" aux Etats-Unis, qui leur auraient demandé des signes concrets de leur détermination et de leurs capacités prétendues. Il ne s'agissait donc pas de "prendre le pouvoir", mais de faire un show de démonstration. Le show a été assez piteux, et il a provoqué une fracture à l'intérieur du

mouvement : rien pour encourager des sponsors !

CAMBODGE  
NOUVEAU  
le journal  
des  
dégénérateurs  
votre  
meilleur  
investissement



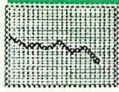
directeur de la publication Chea Savuth  
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel  
Mise en pages Pen Mary  
Photos : Philippe Bataillard  
Impression CIC Centre Informatique  
du Cambodge  
58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

**CAMBODGE NOUVEAU**

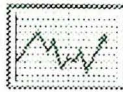
est vendu sur abonnement seulement  
exemplaire gratuit sur demande

tel 023 214 610 mob 012 803 410

E-mail : [cn@forum.org.kh](mailto:cn@forum.org.kh)



# BANQUES



## une bonne secousse

**L**es banquiers d'une façon générale n'aiment pas les vagues, tout ce qui peut inquiéter la clientèle, porter atteinte à la confiance qui est la base même de la profession et qui, au Cambodge surtout, est si difficile à conquérir.

Donc, à en croire certains, c'est à peine s'il se passe quelque chose ces temps-ci dans la banque. Et pourtant, 11 banques sur 29 viennent de terminer leur activité. D'autres vont suivre.

C'est la conséquence de la nouvelle loi bancaire, qui exige en particulier que le **capital des banques soit porté de 5 millions de dollars à environ 13,5 millions.**

D'autre part, sur cette somme, **10 % soit 1,350 000 dollars restent bloqués à la Banque Nationale**, dont la moitié, c'est à dire 675 000 dollars, n'est pas rémunérée — et l'autre moitié est rémunérée mais à un taux plus faible que sur le marché international.

La secousse est forte, la marche à franchir très haute. Dans la situation antérieure, le capital exigé n'était que 5 millions de dollars, dont 250 000 devaient être déposés, sans intérêt, à la Banque Nationale. En 1999, ce dépôt était doublé (10 % du capital au lieu de 5 %).

L'investissement restait relativement peu élevé, et si le niveau des affaires était faible, du moins on pouvait se préparer, pour un coût raisonnable, pour les temps où l'activité démarrerait. C'est ce qui explique que beaucoup de banques sont venues s'installer au Cambodge (*interview du directeur de la Singa-*

*pore Commercial Bank en 8 mai 1994).*

### Les banques qui ferment

A ce quasi-tremblement de terre professionnel les banques ne réagissent pas toutes de la même façon. Elle ne sont pas toutes dans la même situation.

Quelques-unes n'ont de toutes façons pas réussi à attirer une clientèle suffisante et, nouvelle loi ou pas, sont incapables de rembourser leurs dépôts à leurs clients, sont contraintes à fermer. Ca a été le cas de la *Pacific Bank* qui depuis 2 ou 3 ans avait du mal à rembourser ses clients. C'est maintenant le cas par exemple d'*Angkor Bank*, qui liquide d'elle-même; ses investissements passés sont perdus; de la *Cambodia International*; de *Chann Savanvong*

*Rich Nation Bank*, à capitaux chinois de Macao est victime d'un mauvais management; elle ne pouvait pas rembourser ses déposants; les débiteurs devenaient actionnaires de la banque, qui pratiquait ainsi des prêts internes; *Cambodia Farmers Bank*, incapable aussi de rembourser ses déposants, sont fermées par décision de la Banque Nationale

*Agriculture and Commercial Bank*. C'est le cas aussi de la *Great International Bank*, qui n'avait aucun client; de *Global Bank*, à capitaux taiwanais et thaïlandais, victime de la situation financière de la maison-mère à Taiwan, qui diminue son réseau, comme beaucoup de banques taiwanaises.

La *Phnom Penh City Bank* n'a pas la capacité d'augmenter son capital à hauteur de 13,5 millions de dollars.

Le cas de la *Pacific* est typique: les fondateurs, thaïlandais, ont beaucoup investi en Thaïlande, dans l'immobilier et dans des terrains. Avec la crise, la valeur de ces terrains a beaucoup baissé (la situation financière en Thaïlande reste mauvaise). Ils veulent donc fermer leur succursale du Cambodge.

Elle-même, dirigée par M. Kong Triv, a ses difficultés propres: elle a des engagements importants dans des terrains difficiles à vendre; ses débiteurs, voyant ses difficultés, sachant que l'infrastructure légale au Cambodge est très faible, retardent leurs paiements ou refusent de rembourser. Il y a environ 3 millions de dettes. Dans le même temps, les clients, demandent le remboursement de leurs dépôts. La banque ne peut pas faire face: il faut liquider. Pour rembourser les déposants on va vendre les terrains à bas prix et poursuivre autant que possible les débiteurs...

### Les banques thaïlandaises s'en vont

D'autres — c'est le cas notamment de 3 banques thaïlandaises —, qui seraient très capables de répondre aux conditions nouvelles, estiment que le niveau actuel et les perspectives de leurs affaires au Cambodge ne sont pas assez prometteurs, ne compensent pas les pertes de revenus causés par les immobilisations exigées. Elles estiment **insuffisantes aussi les structures juridiques** au Cambodge: en cas de litige, en l'absence de tribunal de commerce il faut aller devant les tribunaux ordinaires au fonctionnement très aléatoire.

C'est une faiblesse depuis longtemps dénoncée par les banquiers (par exemple M. Teoh Sam Ming, *SCB, en 8 mai 1994*, M. Pung Keav Se, *Canada Bank, en 59*). Ce manque de sécurité oblige les banquiers sérieux à ne prêter qu'avec une extrême prudence, à conserver des réserves mobilisables bien plus importantes qu'il n'est habituel, et contribue ainsi à renchérir le taux des prêts.

Une autre disposition de la loi: **les banques étrangères ne peuvent avoir qu'un seul établissement, elles ne peuvent pas multiplier leurs succursales** ("branches") en province, ce qui limite leur développement potentiel.

Une autre disposition de la loi gêne particulièrement les banques thaïlandaises: **on ne peut plus transférer sans limites les capitaux à l'**

**étranger; il faut faire une déclaration chaque mois à la Banque nationale qui peut autoriser, ou non, les transferts, au cas par cas.** On peut penser qu'à Bangkok les banques thaïlandaises, qui ne sont pas sorties de leurs difficultés financières, voient ainsi disparaître une bonne partie de leurs raisons d'être au Cambodge.

C'est ainsi que la *Bangkok Bank* va fermer, après avoir prévenu ses clients de reprendre leurs dépôts. La maison-mère préfère rapatrier ses capitaux investis au Cambodge. C'est le cas aussi de la *Thai Farmer's Bank*, elle a demandé la liquidation, qui lui a été accordée. Une autre banque thaïlandaise, *Krung Thai*, va faire de même. Ces banques cesseront leur activité en mars, lorsque les clients auront soldé leurs comptes.

La *Cambodia Commercial Bank*, créée par la *Siam Commercial Bank* (elle avait formé une joint venture avec la Banque nationale, maintenant supprimée) reste.

### Les banques qui restent

Lorsque les banques thaïlandaises seront parties, **il restera environ 15 banques au Cambodge** — ce qui semble bien suffisant.

On peut y ajouter l'*ACLEDA* et la Banque Rurale de Développement (BRD/BRD) spécialisées dans le micro-crédit.

Quatre se sont tout de suite conformées à la nouvelle législation et ont reçu leur licence: *May Bank, Cambodia Public Bank, Standard Chartered, et First Commercial Bank*.

Les autres vont utiliser les délais accordés par la loi (jusqu'à fin novembre 2001) pour se mettre en règle. Toutes n'ont pas encore décidé: c'est le cas par exemple du *Crédit Agricole/Indosuez*. Il se pourrait aussi, nous dit M. Yum Suy Sang (*UCB*) qu'il y ait des fusions entre banques qui ont du mal à atteindre le niveau de capitalisation requis.

### Une situation qui se normalise

Le premier effet de cette législation a été négatif, nous disent les banquiers. Il y a d'abord des déposants gravement lésés: deux banques en particulier, *Agriculture and*

Les 11 banques fermées par décision de la Banque Nationale le 8 décembre, après étude de leurs situations respectives et en fonction de la loi bancaire adoptée en décembre 1999, sont:

*Angkor Bank, Bangkok Bank, Global Commercial Bank, Pacific Commercial Bank, Great International Bank, Rich Nation Bank, Cambodia International Bank, Cambodia Farmer's bank et Chann Savanvong Bank.*

# BANQUES

Commercial Bank et Rich Nation Bank ont des difficultés à rembourser leurs déposants, et la Banque Nationale n'est en rien garante des banques privées. Le seul recours des déposants est de s'entendre avec les dirigeants des banques

D'autre part la fermeture soudaine de 11 banques, le fait que 4 banques seulement aient reçu aussitôt leur licence, que de grandes banques aient annoncé leur fermeture prochaine, a créé une inquiétude vis à vis de tout le secteur bancaire. Il y a eu pendant une dizaine de jours une sorte de panique chez les petits dépo-

sants. Dans toutes les banques ils sont venus retirer leurs dépôts.

"Nous sommes dans une période transitoire", nous dit l'un des banquiers qui poursuivent leur activité. La situation redevient normale. Il faut rassurer les petits déposants, leur expliquer que les banques ont reçu une licence qui leur donne jusqu'à fin novembre 2001 pour appliquer la nouvelle réglementation, et que les réserves sont bien suffisantes. UCB nous dit avoir 10 millions de dollars à la Banque nationale, Canadia Bank 10 millions de dollars en cash immédiatement disponibles et 25 millions mobilisables en trois jours ...

## Au total une opération très bénéfique

A la Canadia Bank, à l'Union Commercial Bank, à la Singapore Commercial Bank, les dirigeants approuvent l'opération sans réserve : le gouvernement a bien fait. Les mesures de restructuration du secteur bancaire vont éliminer les banques les moins capables, et celles qui n'ont pas assez confiance dans le développement du Cambodge pour y investir. "Ces fermetures, c'est un peu comme une opération chirurgicale, c'est douloureux, mais au total c'est bon pour le Cambodge" nous dit-on à la Canadia Bank.

"Le résultat va être de donner aux épargnants intérieurs comme aux investisseurs étrangers beaucoup plus de confiance dans le secteur financier du Cambodge.

"Les financiers et les banquiers travaillent fort pour porter le système cambodgien aux standards internationaux. Cette évolution fondamentale, à long terme, est plus importante que les événements douloureux qu'on est en train de vivre".

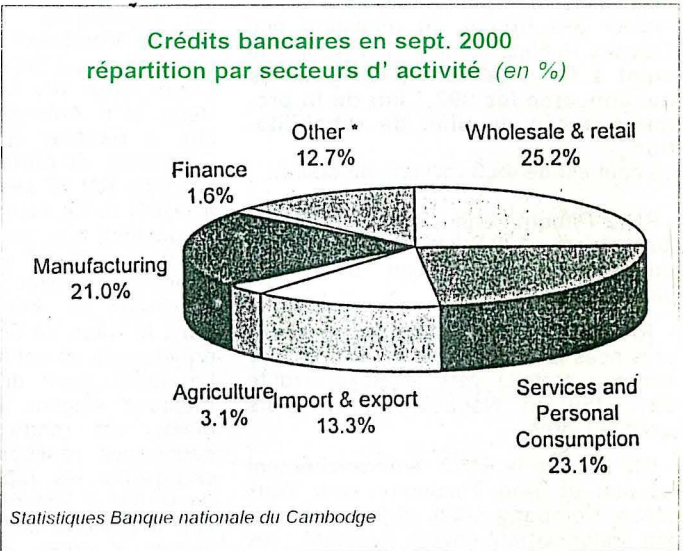
La toute récente création d'une Chambre de compensation inter-banques, qui commencera à fonctionner en janvier, va dans le même sens. ■

Cambodge Nouveau  
avec les professionnels  
Pour les professionnels

Cambodge Nouveau  
ne le copiez pas,  
citez - le !

|                      | Déc. 99      | Mai 00       | Juil. 00     | Oct. 00       |
|----------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Agriculture          | 30,8         | 29,1         | 30,2         | 36,2          |
| Manufacture          | 163,5        | 154,2        | 202,0        | 199,5         |
| Construction         | 21,1         | 31,3         | 30,7         | 23,0          |
| Commerce             | 192,4        | 202,8        | 226,7        | 277,1         |
| Export               | 66,3         | 39,7         | 48,2         | 35,9          |
| Import               | 40,5         | 87,2         | 72,1         | 91,5          |
| Finances             | 5,2          | 17,5         | 15,7         | 15,3          |
| Immob./serv. publics | 30,0         | 28,8         | 36,2         | 65,0          |
| Services/cons.pers   | 190,5        | 215,0        | 249,5        | 235,0         |
| Autres               | 10,2         | 9,5          | 12,9         | 45,8          |
| <b>total</b>         | <b>751,0</b> | <b>815,6</b> | <b>924,8</b> | <b>1024,5</b> |

On peut observer : sur 10 mois, un total très nettement ascendant; - 3 secteurs plus demandeurs : Commerce (nette augmentation), Services et Consommation personnelle (diminution récente), Manufactures (en palier). Import : forte augmentation. Export : baisse.



**M. YUM SUI SANG**  
Directeur général  
Union Commercial Bank

La nouvelle législation est incontestablement bonne. Elle apporte une meilleure protection aux petits déposants, qui n'avaient aucun moyen de choisir entre les banques professionnelles et celles qui ne l'étaient pas; elle supprime certaines préoccupations de la profession; elle va augmenter la confiance des investisseurs dans notre système bancaire. Le système bancaire va se trouver assaini, transparent, plus conforme aux standards internationaux. Ces mesures, nous les demandions depuis longtemps. Pour nous UCB, n° 5 parmi les banques pour le capital comme pour le montant des dépôts (après la Canadia Bank, Foreign Trade Bank, Cambodian Public Bank, Standard Chartered, et proche de la Cambodian Commercial Bank) nous

avons déjà en garantie le double de la somme légale : 10 millions de dollars au lieu de 5. Ou, il y a eu des retraits de petits déposants qui ont paniqué. Ce n'est pas grave pour nous qui recherchons surtout les businessmen. Il est vrai que des banques vraiment professionnelles comme les thaïlandaises ferment aussi. C'est que pour elles le marché cambodgien est très petit, elles ne sont pas intéressées par les prêts locaux; et elles ne peuvent plus librement envoyer des capitaux à l'étranger -ce qui est bon pour le Cambodge. Le contrôle de ces transferts est maintenant sérieux. La Banque nationale a le détail de toutes les opérations, et si elle a un doute elle peut envoyer dans une banque pour vérifications des contrôleurs indépendants (KPMG etc ...). Pour le blanchiment de l'argent, et pour les transferts

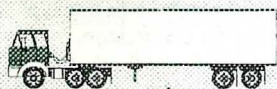
frauduleux, ils ne passent pas par le système bancaire, ce serait beaucoup plus risqué que par d'autres moyens plus simples (casino, ...). Pour nous UCB, banque à 100 % cambodgienne, en connexion surtout avec les businessmen de Chine, de Hong Kong, de Macao, et d'importants businessmen locaux, je considère que les perspectives sont bonnes. La Chine veut aider le Cambodge, la visite du président Jiang Ze Min le prouve. Nous avons des succursales à Sihanoukville (1999), à Siem Reap (2000), nous allons en ouvrir à Battambang et Kompong Cham. Ce qui nous gêne : - la corruption, qui décourage les investisseurs; - pour notre banque le manque de cadres qui parlent toutes les langues nécessaires : l'anglais, le chinois notamment; - le manque de cadre légal : en cas de litige, il faut aller au tribunal ...

**TAN SOO BOON**  
Directeur de  
Singapore Commercial Bank

Porter le capital minimum des banques à plus de 13 millions de dollars est une bonne mesure. En Malaisie, le capital minimum est de 526 millions de dollars. Le nombre des banques y est passé de 30 à 10, et sans doute 5 ou 6 suffiraient. Mais peut-être la limite est un peu haute pour le volume des affaires actuel au Cambodge. Le gouvernement devrait laisser les banques grossir un peu. Peut-être y aura-t-il des fusions de petites banques ... Pour nous SCB, nos clients sont surtout des businessmen d'outre mer. Nous cherchons à attirer davantage les businessmen locaux. Nous pratiquons des prêts au taux de 1 à 1,5 % par mois; les montants sont compris entre 50 et 100 000 dollars le plus souvent. Mais nous recherchons aussi des prêts moins importants.

# Routes

## les 992,7 km de la première année du plan de cinq ans



**L**a réhabilitation du réseau routier du Cambodge, environ 6000 km (cn 146) comporte d'une part des routes dont le financement existe et la réalisation est programmée, d'autre part des routes dont le financement est encore en négociation ou incertain : ces dernières font l'objet d'un "plan de réhabilitation de cinq ans". Comme les réflexions et les études menées conjointement par le ministère des Travaux Publics et les bailleurs de fonds sont très actives, tant en ce qui concerne les itinéraires que les financements, les projets et les calendriers sont encore évolutifs. Voici avec M. Chhin Kong Heang, directeur des Routes au ministère des Travaux Publics et des Transports le point à fin décembre 2000 pour ce qui concerne les 992,7 km de la première année du plan de réhabilitation.

Le coût est de 49,6 millions de dollars.

- **RN 2** Phnom Penh - Takeo - frontière du Vietnam : 120,6 km; financement en cours de négociation avec les Japonais.

- **RN 3** Phnom Penh - frontière des provinces de Sihanoukville-Kampot, y compris bretelle vers le Bokor (route 32) : 159 km. Négociations en cours avec la Corée.

- **RN 31** : de la RN 3, embranchement au sud de Ang Thassom, vers Touk Meas, Kompong Trach et Kampot : 55 km. Financement encore incertain : les

fonds de l'ADB pour les inondations pourraient être utilisés; ou le budget national; ou un prêt de la Banque Mondiale.

- **RN 33** de la RN 31 jusqu'à la frontière vietnamienne et jusqu'à Kampot : 51,6 km;

- **33 A** bretelle vers Kep : 18 km; financement : "on y travaille"

- **RN 63** de Siem Reap au Tonle Sap : 14,3 km;

**RN 64** de Kompong Thom à Preah Vihear, "bretelle" vers Sambor Prey Kuk : 157 km; il y a un accord de principe avec la Banque Mondiale.

On commence en 2001 avec la Banque Mondiale l'étude d'une boucle de 500 km qui joindrait Preah Vihear à Cham Ksan, **RN 64** et de là à Anlong Veng, et d'Anlong Veng, **RN 67**, 130 km, à Banteay Srey et Siem Reap. Coût total : 50 millions de dollars.

La route **RN 67** serait prolongée jusqu'à la RN 6, de façon que les véhicules ne passent plus par Angkor Vat. Même prolongement à l'ouest de Siem Reap pour éviter Angkor Vat.

Ce projet de "boucle" ne figure pas dans le "plan de 5 ans", signe que les projets sont en continuelle évolution.

Le financement des deux contournements d'Angkor Vat, à l'est et à l'ouest, est rendu possible par les économies réalisées par la prise en charge par les Japonais de la section de la RN 6 Roluos - Siem Reap (17 km, 5 millions de dollars); et par des appels d'offres inférieurs aux prévi-

sions (47 millions de dollars de la Banque Mondiale pour les deux sections RN 5 et RN 3).

Avec les mêmes économies, on étudie une "bretelle" qui joindrait la RN5 à la RN4 pour soulager la RN5. Et la section :

- **RN 66** d'Angkor Vat vers l'est : 37,5 km;

- **RN 68** de la RN 6 à Odar Meanchey et à la frontière thaïlandaise : 110 km;

- **RN 7** : de Kratie à Stung Treng 141,6 km; financement chinois en cours de négociation.

- **RN 78** de la RN 7 au sud de Stung Treng jusqu'à Ban Lung : 128 km. On va la réparer, en latérite, sur fonds du budget national; coût 2 millions de dollars. Les travaux commenceront prochainement.

### Quelles routes ?

Il s'agit actuellement de réhabiliter le réseau routier tel qu'il a été créé, c'est à dire avec des routes d'une largeur de 5m50 à 6 mètres, recouvertes de macadam. Il ne s'agit pas encore de mettre le réseau aux normes dites "standard", avec une largeur de 7 mètres et 2 mètres de bas-côtés, ni de créer des routes nouvelles.

### Entretien

Le plan de réhabilitation de 5 ans prévoit un budget pour l'entretien du réseau routier, en augmentation chaque année avec la longueur du réseau à entretenir : 525 000 dollars la première année, 5,70 millions la cinquième, au total 13,12 millions de dollars.

Ce qui porte le coût total du plan de cinq ans à 250 millions de dollars.



## Politique générale

**L**a politique de réhabilitation et de reconstruction du réseau routier a deux objectifs :

- réhabiliter le réseau national;
- assurer la liaison avec les réseaux des pays environnants

### Les trois zones de développement

- Pour le réseau national, il s'agit :

- d'une part, en première priorité, de réhabiliter les quelque 2800 km de routes principales qui relient Phnom Penh aux villes de province;

- d'autre part d'établir un réseau d'environ 6000 km destiné à servir le développement économique dans le pays tout entier. Le ministère des Travaux Publics considère trois zones principales :

- **une Zone touristique** formée par le triangle Siem Reap - Preah Vihear - Kompong Thom;
- **une Zone Industrielle** constituée par la

région côtière;

- **une Zone Agricole** à l'est du Mékong : provinces du Ratanakiri et du Mondolkiri.

### les 4 axes de l'intégration régionale

- Pour les liaisons avec les pays environnants il s'agit de réaliser 4 axes :

- **axe 1** : RN 5 et RN 1 Poipet - Sisophon - Battambang - Phnom Penh - Bavet;

- **axe 2** : RN 4 et 7 Sihanoukville - Phnom Penh - Kratie-Stung Treng - Voeun Kham;

- **axe 3** : NR 48 : Koh Kong - Sre Ambel - jonction avec RN 4;

- **axe 4** : Poipet - Siem Reap - Stung Treng - Ou Yadav : c'est la partie centrale de la liaison Bangkok - Qui Nhon au Vietnam sur la mer de la Chine du Sud.

Les axes 1, 2 et 3 font partie de l'autoroute asiatique (cn 125).

### Accélérer le rythme

Avec les dons du Japon et les prêts de la Banque Asiatique de Développement et de la Banque Mondiale, et l'assistance du secteur privé, nous avons commencé à réha-

biliter les 4 700 km des routes nationales 5, 6 et 7. Mais pour réaliser l'ensemble du plan gouvernemental, ce sont au total 4 700 km de plus que nous devons réhabiliter.

"En 7 à 8 ans, nous avons réalisé 350 km de routes au standard international (7 m de bande roulante et 2 m de bas-côtés). A ce rythme, il nous faudrait 80 à 100 ans pour mettre à ces standards notre réseau national.

"C'est pourquoi nous devons absolument changer de stratégie et de rythme, dit M. Chhin Kong Heang : réaliser 1000 km par an de routes "à usage normal, tous temps". C'est l'objectif du plan de réhabilitation de 5 ans".

### Le plan de réhabilitation de 5 ans

|              |          |              |
|--------------|----------|--------------|
| - 1ère année | 992,5 km | 49,63 mio \$ |
| - 2ème année | 963,0 km | 48,18        |
| - 3ème année | 947,6 km | 47,38        |
| - 4ème année | 896,6 km | 44,80        |
| - 5ème année | 933,0 km | 46,65        |

**total 4 734 km 236,68 mio \$**

Pour le détail des routes par année voir carte cn 146.

**Urbanisme à Phnom Penh**

**2001 l'année des Quatre-Bras**

**Chhay Rithisen, directeur du Bureau des affaires Urbaines**

**Aménager le Front de Bassac**

On va en 2001 commencer la réalisation d'un projet ancien : l'aménagement des bords du fleuve en aval de l'hôtel Cambodiana, vers le sud, jusqu'au pont Monivong, ce que l'architecte et urbaniste Vann Molyvann avait appelé le "front de Bassac".

De nouveaux jardins prolongeront ceux qui ont été réalisés ces dernières années du "pont japonais" jusqu'à la hauteur de la salle Chaktomuk.

Lorsque ce projet aura été réalisé, dans 2 à 3 ans, tout le bord du fleuve, du pont japonais au pont Monivong, km, constituera une promenade de près de 7 km.

La Municipalité poursuit en fait plusieurs objectifs, explique M. Chhay Rithisen.

- il s'agit de draguer et de ré-aménager l'embouchure du Bassac, qui s'envase. Il s'est formé là une île sur laquelle le courant vient buter, créant deux zones d'érosion en aval, sur la presqu'île en face qui sépare Bassac et Mékong, et au pied du pont Monivong, qui pourrait avec le temps être mis en danger.

Il faudra creuser cette île, si possible la supprimer, retracer toute la rive côté ville, protéger cette rive avec des plans en béton inclinés à 35 degrés, comme c'est le cas plus au nord. On construira tout le long une route-digue

pour protéger les terrains des inondations.

- aménager et construire les terrains mis hors d'eau et devenus ainsi utilisables. Ces lots appartiennent au ministère des Affaires étrangères, à l'Assemblée nationale, à la Ville, ... Lorsqu'ils seront protégés des inondations, on y réalisera les infrastructures nécessaires (voirie, électricité, ...), et on les construira.

La municipalité projette notamment d'y construire une Maison de la Culture et une grande salle de congrès capable d'accueillir des conférences internationales. On attend fin 2001 une réunion du FMI, et en 2002 une réunion au sommet de l'ASEAN.

Il existe aussi un projet d'hôtel.

Le bateau-casino Naga s'en ira.

- aménager en jardins les bords du fleuve, en prolongement de ceux qui existent

du pont Japonais au Palais Royal. Du nord au sud il y aura un axe, une promenade continue, avec un passage de plusieurs mètres au niveau de l'hôtel Cambodiana. Dans une première phase, on va aménager la partie qui va des jardins Hun Sen jusqu'au niveau de l'ambassade de Russie. Avec la route-digue, les jardins de 40 m de large, une voie bordée de trottoirs, au total une bande de 60 mètres de large le long du fleuve sera protégée.

Pour réaliser ce projet, qui doit commencer dès le début de cette année, il faut : - mettre au point un plan d'utilisation des sols; - créer une société de financement avec les propriétaires publics et privés; - déplacer et reloger environ 300 familles de squatters, sans doute près de Pochentong (Rokakos).

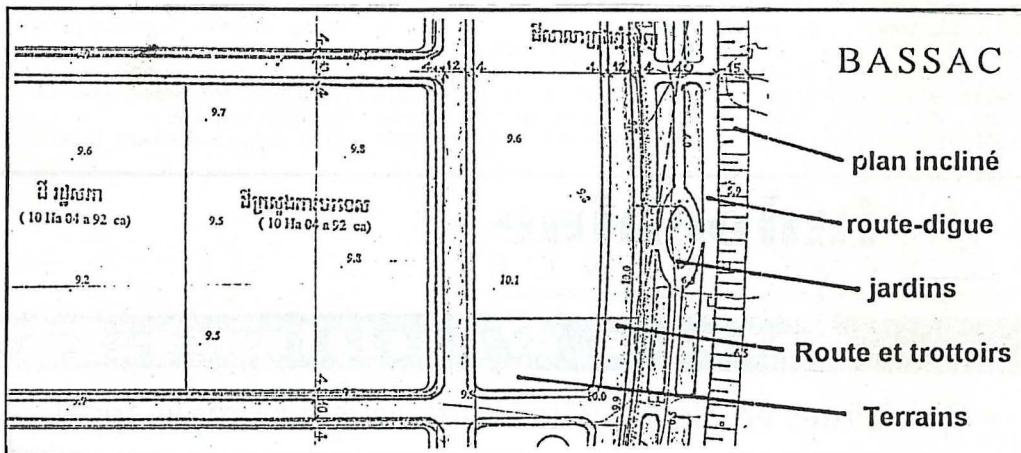
**La ville face à l'est**  
Cet aménagement des bords du Mékong répond aussi à une conception générale, fait observer M. Chhay Rithisen : la ville est orientée vers le fleuve, vers l'Est. C'est le cas du Palais Royal, c'est le cas des wat Ounalom et wat Botum, comme c'est le cas aussi de l'esplanade de la gare, et de l'esplanade du monument de l'Indépendance.

**Chruy Changwar**

La rive de la presqu'île de Chruy Changwar est très mal protégée des inondations, comme on l'a vu une fois encore. La route qui longe le Tonle Sap et dessert les maisons a été longtemps rendue impraticable.

On va élargir cette route, et l'élever nettement pour la mettre hors d'eau.

D'autre part, sur la partie sud, on va aménager la rive en jardins, et creuser l'extrémité sud de la presqu'île, ce qui n'a pas été fait depuis 20 ans, alors que chaque année la presqu'île s'étend vers le sud.



**L'agriculture en pratique**

**Légumes, maïs, élevage :**

**les expériences et projets de Michel Marty**

Les plantations de légumes de Michel Marty à Kompong Speu (cn 93 et 132) ont été détruites par les inondations, mais non celles de maïs, commencées après la visite en mars 2000 d'une délégation d'agro-industriels français établis au Vietnam. Trois ha ont été plantés à Oral, et deux près de Kompong Speu.

Les résultats ont été excellents puisqu'à Oral les rendements ont été de 4 tonnes / ha, sans engrais; à Kompong Speu de 5 t / ha avec engrais. Aucun pesti-



cides. Il y a eu 4 récoltes en un an. C'est à dire que chaque ha a produit 16 tonnes sans engrais, et 20 tonnes avec engrais. Deux récoltes ont été obtenues avec irrigation, en saison sèche, deux sans irrigation.

L'investissement : les semences avaient été données par Proconco, société établie à Bien Hoa au Vietnam. Le reste, soit environ 200 dollars à l'ha, par Michel Marty.

Actuellement le prix du maïs atteignant 130 dollars la tonne, la rentabilité est très bonne.

Il manque cependant une égreneuse, qui doit venir du Vietnam, et pour cette raison, le traitement et la commercialisation sont en attente.

On pourra ensuite procéder aux étapes suivantes : rendre opérationnels 5 camions à trier, nettoyer et mettre en sac le maïs (et le soja), d'une valeur de 200 000 dollars chacun, donnés par la France, et qui attendent depuis 1996 au ministère du Commerce.

"Cette expérience -comme celle des légumes "bio"- démontre que les paysans cambodgiens peuvent très bien s'adapter à des cultures et à des méthodes nouvelles", dit M. Marty. Pour les plantations de maïs à Oral, je n'ai passé qu'un minimum de temps : une première fois j'

ai distribué les graines aux paysans et montré comment faire, sur 100 m²; je suis revenu pour le butage; et deux mois et demi après pour la récolte.

"Il faudrait maintenant faire les mêmes plantations en plus grand, sur 100 ha; il faudrait investir 2000 à 3000 dollars, en comptant le déboisement et le débroussaillage. L'investissement est remboursé dès la première année.

"Je projette d'autre part avec l'aide de la Communauté Européenne de monter une coopérative d'élevage : poulets "labels", canards, cochons, oies ... qui seraient nourris au maïs, auraient un suivi vétérinaire" -comme le préconisait J.C. Levasseur de la FAO dans cn



143.



## MEDIAS

### Manœuvre ?

Voyant l'attitude nouvelle du leader de l'opposition Sam Rainsy depuis quelques semaines, certains se demandent s'il ne collabore pas avec le CPP avec l'idée que son PSR remplace le Funcinpec comme partenaire du CPP dans la coalition gouvernementale.

[d'après *Wat Phnom* 25.12, trad. *The Mirror*]

### Pas de nouvelle crise

La chute des monnaies asiatiques et celle des cours des bourses annoncent-elles une nouvelle crise asiatique ? Non, estime le chef du département régional Economie de l'ADB.

La chute des cours de bourse a des causes extérieures (montée des taux d'intérêts aux Etats-Unis, ventes de titres technologiques), et des causes intérieures : lenteur des réformes, crainte de turbulences politiques.

Mais dans les 5 pays les plus touchés par la crise, les progrès sont réels : diminution des prêts non remboursés des banques, augmentation de la consommation intérieure, diversification des productions... De ces 5 pays, 3 ont déjà dépassé (Corée) ou retrouvé (Malaisie, Philippines) leur revenu par habitant d'avant la crise; la Thaïlande y parviendra dans un

an; l'Indonésie dans deux ans - ou peut-être davantage.

Il reste des points faibles : la restructuration des entreprises et des banques est loin d'être terminée, même en Corée. Elle est à peine commencée en Indonésie.

On estime à 20 milliards de dollars le montant des capitaux qui cette année vont quitter ces 5 pays pour l'étranger. Mais en 1997 et 1998, c'étaient chaque fois 100 milliards de dollars. Et il s'agit maintenant surtout de remboursements de dettes.

Restent les risques que constituent le prix des carburants d'une part; et un "atterrissage brutal" de l'économie américaine d'autre part.

Mais selon Yoshihiro Iwasaki, de l'ADB, ils n'auraient pour conséquence que de diminuer d'un demi à trois-quarts de point le taux de croissance économique des pays asiatiques, estimé à 6%. On ne doit donc pas craindre de nouvelle crise.

[d'après *Far Eastern Economic Review* 14.12]

### ASEAN : Singapour fait bande à part

A mesure que l'on se rapproche de la date limite pour diminuer les droits de douane dans le cadre de l'AFTA, certains pays de l'ASEAN deman-

dent des exemptions pour leurs produits "sensibles". C'est le cas de la Malaisie par exemple pour les pièces détachées destinées à son industrie automobile; d'autres pays pour certains produits agricoles qu'ils protègent.

Singapour au contraire signe ou prépare des accords de libre-échange avec des pays non membres de l'ASEAN : Nouvelle Zélande, Australie, Canada, Japon, Inde, Mexique, Etats-Unis...

Singapour trahit-il les intérêts collectifs et la solidarité de l'ASEAN ? Ces accords bilatéraux ne viseraient-ils pas en réalité à faire entrer sans taxes au sein de l'ASEAN, par l'intermédiaire de Singapour, des produits "extérieurs" ? Ou bien Singapour montre-t-il la voie ?

[d'après *Far Eastern Economic Review* 7.12]

### Thaïlande : turbulences

La restructuration du système bancaire en Thaïlande est loin d'être achevée. Le montant des dettes impayées aux banques s'élèverait à 725 milliards de bahts. L'espoir est que le nouveau gouvernement viendra à leur secours, en vendant des actifs de l'Etat.

Avant la crise, 40 ou 50 familles sino-thaï contrôlaient la plus grande partie des richesses économiques de la Thaïlande. Maintenant elles ne sont plus que 4 ou 5.

Avec un gouvernement Thaksin

Shinawatra, le pouvoir politique pourrait se trouver concentré dans un nombre de mains encore plus restreint que par le passé.

[d'après *Far Eastern Economic Review* 4.1]

### Voie ferrée trans-asiatique ?

Une fois de plus, on remue l'idée de moyens de communication trans-asiatiques. A la réunion de l'ASEAN à Singapour, en novembre, on a repris le vieux projet de voie ferrée qui relierait Singapour à Kunming, en Chine, traversant la Malaisie, la Thaïlande, le Cambodge - avec une section Phnom Penh - Vietnam à construire -, le Vietnam, et avec aussi des lignes joignant Rangoon à Bangkok, Vientiane à la voie ferrée vietnamienne, et la Chine à la Corée du sud.

5 500 km au total, pour un coût de 2,5 milliards de dollars (et sans doute beaucoup plus).

La section Thaïlande - Cambodge - Vietnam, 431 km, devrait être reconstruite et pour la section Phnom Penh - Vietnam, créée, avec un pont sur le Mékong (à Kompong Cham sans doute). Coût : 700 millions de dollars.

Une telle voie ferrée trans-asiatique ne serait pas économiquement rentable. Mais, traversant 7 pays de l'ASEAN, elle aurait un rôle politique important, et elle ferait progresser la coopération régionale.

[d'après *FEER* 14.12]



**indochine**  
INSURANCE

**Service d'Assistance 24h/24**

- Spécialistes en alerte prêts à intervenir sur simple appel.
- Ligne téléphonique dédiée.
- Service de nuit en coordination avec la police.
- Intervention immédiate sur les lieux de l'accident.
- Assistance à la rédaction du constat.
- **Service Gratuit**, dans la lignée des garanties offertes par Indochine Insurance.



*"La raison du plus fort est toujours la meilleure."!*

© Jean de La Fontaine 1621 - 1695

*Soyez exigeant,  
Choisissez*



**indochine**  
INSURANCE

UNE COUVERTURE TOTALE EN TOTALE CONFIANCE

No Problem Park - N°55, Rue 178 - Phnom Penh - Royaume du Cambodge  
Tel : 210 701 / 210 761 - Fax : 210 501 - Email : info@indochine.com.kh - Internet : www.indochine.net